



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires et de la mer**

**Arrêté N° 2023/SEE/0220**

modifiant l'arrêté préfectoral n° 33-41 du 12 juin 1987 relatif au système d'assainissement de la commune du Pin (La Perrinais)

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60/CE) du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** la directive 91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU) ;

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.170 à L.173, L.210 à L.216, D.211-10, R.211-22 à R.211-47, R.212-10, R.212-11 et R.212-18, R.214-1 à R.214-56, R.216-7 à R.216-14 et le livre V – titre IV ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et le programme pluriannuel de mesures correspondant en vigueur ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Estuaire de la Loire en vigueur ;

**VU** l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 juin 1987 déclarant d'utilité publique des travaux d'assainissement de la commune du Pin ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 donnant délégation de signature à monsieur Mathieu BATARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature de monsieur Mathieu BATARD à ses collaborateurs ;

**VU** l'enregistrement numérique du présent document sous le n° cascade 44-2023-00274 ;

**VU** la réponse du 22 novembre 2023 de la communauté de communes du Pays d'Ancenis à la demande d'observations sur le projet du présent arrêté transmise le 22 novembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** le transfert de la compétence assainissement de la commune du Pin à la communauté de communes du Pays d'Ancenis avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que l'annexe I-D-4-b de la directive du 21 mai 1991 susvisée prescrit pour les paramètres DBO5 – DCO – MES exprimés en valeurs de concentration, que le nombre maximal d'échantillons prélevés dans des conditions d'exploitation normales ne doit pas s'écarter de plus de 100 % des valeurs paramétriques et que pour les valeurs en concentration se rapportant au total des matières solides en suspension, l'écart peut aller jusqu'à 150 % ;

**CONSIDÉRANT** que l'annexe III – tableau 6 – de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif prescrit les performances minimales de traitement attendues sur les paramètres DBO5, DCO et MES : rendements minimums, concentrations maximales et concentrations rédhibitoires associées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prescrire des valeurs rédhibitoires calculées conformément à la directive européenne pour les paramètres DBO5, DCO et MES du système d'assainissement de Le Pin – La Perrinais ;

**CONSIDÉRANT** qu'en l'absence de concentrations maximales et/ou de rendements minimaux fixés par arrêté préfectoral, il convient d'appliquer les valeurs de rejet figurant à l'annexe III – tableau 6 – de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté de prescriptions générales du 21 juillet 2015 susvisé modifié, dans le tableau 6 de l'annexe 3, impose les performances minimales et les concentrations rédhibitoires suivantes :

PARAMETRE	CHARGE BRUTE de pollution organique produite par l'agglomération d'assainissement en kg/j de DBO5	CONCENTRATION MAXIMALE à respecter, moyenne journalière	RENDEMENT MINIMUM à atteindre, moyenne journalière	CONCENTRATION REDHIBITOIRE, moyenne journalière
DBO5	< 120	35 mg (O2)/l	60 %	70 mg (O2)/l
	> 120	25 mg (O2)/l	80 %	50 mg (O2)/l
DCO	< 120	200 mg (O2)/l	60 %	400 mg (O2)/l
	> 120	125 mg (O2)/l	75 %	250 mg (O2)/l
MES (*)	< 120	/	50 %	85 mg (O2)/l
	> 120	35 mg (O2)/l	90 %	85 mg (O2)/l

(\*) Les valeurs des différents tableaux se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté. Toutefois, les analyses effectuées en sortie des installations de lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES. La concentration rédhibitoire des MES, dans les échantillons d'eau non filtrée est alors de 150 mg/l en moyenne journalière, quelle que soit la CBPO traitée.

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté de prescriptions générales du 21 juillet 2015 modifié susvisé, dans son article 22, impose que le pH des eaux traitées rejetées est compris entre 6 et 8,5 et leur température est inférieure à 25°C ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 :** Objet de l'arrêté modificatif

Le présent arrêté a pour objet la modification de l'arrêté préfectoral du 12 juin 1987 susvisé et concerne la prise en compte du changement du maître d'ouvrage de l'agglomération d'assainissement ainsi que la précision du rendement épuratoire minimal de rejet et de la concentration rédhibitoire sur les paramètres DBO5, DCO et MES à l'article 3 et la révision des normes de température et pH prescrites aux articles 4 et 5 .

### **ARTICLE 2 :** Prise en compte de la compétence assainissement par la communauté de communes du Pays d'Ancenis

Chaque fois que rencontré dans l'arrêté du 12 juin 1987, le terme "commune" est remplacé par "communauté de communes du Pays d'Ancenis".

### **ARTICLE 3 :** Modifications apportées aux articles 3, 4 et 5

Le contenu des articles 3 (valeurs limites de rejet), 4 (température de rejet) et 5 (pH) est regroupé à l'article 3 et les articles 4 et 5 sont abrogés.

L'article 3 est ainsi rédigé :

« En conditions normales de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station de traitement des eaux usées **en sortie de station** (point réglementaire A4), mesurées selon des méthodes normalisées, sur échantillon filtré sauf pour l'analyse des MES, sont les suivantes :

<u>Paramètres</u>	<u>Concentrations maximales</u>	<u>Rendements minimaux</u>	<u>Flux</u>	<u>Concentrations rédhibitoires</u>
DBO5	35 mg/l	60%	2,7 kg	70 mg/l
DCO	90 mg/l	60%	8,1 kg	180 mg/l
MES	90 mg/l	50%	8,1 kg	150 mg/l
NGL	40 mg/l	-	3,6 kg	-

Les concentrations maximales s'appliquent sur un échantillon moyen 24 heures, sauf pour l'azote et le phosphore où elles sont à respecter en moyenne annuelle.

Les effluents satisfont aux exigences de rejet en concentration ou rendement sur l'ensemble des paramètres.

#### Valeurs limites complémentaires

- pH compris entre 6 et 8,5
- température inférieure à 25°C
- absence de substances surnageantes
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.

Sont considérées "hors conditions normales de fonctionnement" les situations suivantes :

- fonctionnement de la station de traitement des eaux usées au-delà de son débit et/ou charges de référence prescrits à l'article 2,
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service de police de l'eau,

- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 23 – de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015). »

**ARTICLE 4 :** Continuité de l'arrêté préfectoral n° 33-41 du 12 juin 1987

Le reste des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 juin 1987 est sans changement.

**ARTICLE 5 :** Publication et informations des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Le Pin pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE Estuaire de la Loire pour information.

**ARTICLE 6 :** Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 à L.171-12 du code de l'environnement, et des sanctions pénales prévues aux articles L.173-1 à L.173-12 et R.173-1 à R.173-4 de ce code.

**ARTICLE 7 :** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le président de la communauté de communes du Pays d'Ancenis, le maire de la commune de Le Pin sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 28 NOV. 2023

Le PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer et  
par délégation,

La cheffe du service  
Eau - Environnement

Marine RENAUDIN

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Le Pin ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).